



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 11 au 17 mars 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

COOPERATION MADAGASCAR - MAURICE : MISE EN PLACE D'UNE ZONE ECONOMIQUE SPECIALE A TAOLAGNARO

Au début de la semaine, les nouvelles sur le voyage officiel du Président de la République à l'île Maurice ont connu un large écho médiatique. En effet, il a été l'invité d'honneur de l'Etat mauricien à l'occasion de la célébration du 48^{ème} anniversaire de l'indépendance de cette île (12 mars 1968-12 mars 2016). Mis à part cet événement, la délégation malgache composée du ministre des affaires étrangères, du ministre d'Etat Rivo Rakotovoao et du ministre de l'industrie, d'hommes d'affaires ainsi que d'autres personnalités politiques et économiques, a également procédé à la signature de trois accords majeurs, à savoir l'Accord Cadre General de Coopération, l'Accord d'établissement de la Commission mixte entre Maurice et Madagascar, et le Mémoire d'entente portant sur l'établissement d'une zone économique spéciale au parc Eoala à Fort-Dauphin. Une séance de travail a eu également lieu au siège de la COI.

VIVATV s'interroge sur la pertinence et les avantages que peuvent tirer le pays de la mise en place de cette zone économique spéciale. Pour ce faire, elle a approché un spécialiste, dont le nom n'a pas été indiqué. Ce dernier a mis l'accent sur l'échec de l'expérience mauricienne dans la mise en place d'une ZES en 2007 et mis fortement en doute la capacité de la partie malgache à en tirer les plus de bénéfices. La station ne cesse par ailleurs de marteler que le projet apportera d'énormes bénéfices à la partie mauricienne qu'à la partie malgache. A preuve, l'île Maurice bénéficiera des exonérations des droits de douanes, des taxes, d'impôts et jouira d'une prime à l'investissement.

La chronique de la radio ANTSIVA est aussi très négative par rapport à cette initiative de l'Etat malgache, elle tend même à la blâmer : « le climat des investissements à Madagascar fait fuir, entre corruption et règne de la mafia dans le monde des affaires malgaches, les investisseurs ne se sentent pas en sécurité. Les dirigeants malgaches devront prendre exemple sur les dirigeants mauriciens qui savent prendre profits de toutes les richesses qu'ils ont sur leur sol. En outre, la transparence de leur gestion des affaires publiques et l'octroi des pleins bénéfices issus des investissements étrangers au peuple est également un exemple à suivre par

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





les dirigeants malgaches. » A travers d'autres émissions comme le « Sehatra ho an'ny mpihaino » et l'éditorial du journal de midi, la chaîne continue de dénoncer le manque de transparence de l'Etat dans sa prise de décision. Elle a donc demandé l'avis du président de la HCC et d'un député pour savoir s'il y a un texte qui régit cette ZES mais leur réponse est négative.

TVM a eu par contre le privilège d'inviter sur son plateau, Donald Andriampeno, président du comité de la ZES pour donner d'amples explications sur le sujet. Selon les précisions qu'il a apportées, les ZES sont des espaces bénéficiant d'un régime juridique particulier. Suivant le même modèle de base que les zones franches, les ZES de la cinquième génération regroupent les industries lourdes, les industries commerciales, les institutions et les complexes culturels et sportifs, les infrastructures sanitaires ainsi que les résidences. L'objectif principal de la ZES est la relance économique. Grâce à cette structure des emplois se créeront et nos infrastructures seront mises à niveau pour suivre les standards internationaux. (...) La chaîne a aussi retransmis les précisions du ministre d'Etat, Rivo Rakotovao, qui a souligné que ce projet a déjà été préparé, il y a un an. « Un terrain de 450 ha prêt à bâtir est sous-exploité à Taolagnaro. Ce qui est également le cas du port d'Ehoala qui n'est exploité à 30%», fait-il remarquer.

Sur un ton neutre, TV PLUS a rapporté que les investisseurs mauriciens ont été impressionnés par la campagne de séduction menée par le PRM à l'île Maurice. Pourtant ils n'ont pas caché leurs soucis de voir l'Etat malagasy garantir la sécurité pérenne de leurs investissements, certaines sociétés qui étaient partis de la Grande Ile ont quand même manifesté leur volonté de revenir cette année et ont promis la création d'emplois dès le mois de juin. A la RADIO PLUS, plusieurs auditeurs entrés en direct dans l'émission « Demokrasia mivantana » ont dénoncé l'incompétence du régime Rajaonarimampianina et particulièrement du gouvernement Ravelonarivo. Ils ont fortement milité pour le remaniement du gouvernement. Un intervenant a même proféré que le régime ne pourrait pas tenir en place jusqu'en 2018 si la situation socioéconomique du pays continue à périlcliter.

POLITIQUE

DIALOGUE POLITIQUE ENTRE L'ETAT MALGACHE ET L'UNION EUROPEENNE A FORT-DAUPHIN

Le dialogue politique entre l'Etat malgache et l'Union européenne se tenant à Fort-Dauphin, a pour but d'aborder les principaux domaines de collaboration entre la Grande Ile et les partenaires techniques et financiers européens. Les dirigeants étatiques, à savoir le Président de la République Malgache, le Premier ministre, et plusieurs ministres y sont présents pour prendre part à ce dialogue politique. A cette occasion, l'ambassadeur de l'UE Antonio Sanchez

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Beneditto a affirmé que de nombreux efforts ont été constatés de la part de l'Etat malgache, malgré le fait que le régime Hery Rajaonarimampianina doit encore faire ses preuves durant la deuxième moitié de son mandat. Lui d'ajouter qu'il est temps de faire fonctionner la machine administrative à plein régime pour le développement du pays. Antonio Sanchez Beneditto a également indiqué qu'il est temps de faire le point sur l'efficacité de la relation entre Madagascar et l'Union européenne, principalement pour le redressement économique de la Grande Ile. Durant son discours d'ouverture, l'ambassadeur de l'UE a tenu à mettre en avant l'insécurité qui règne actuellement dans le sud, mais également dans le reste de l'île. Il a également mis en exergue l'insécurité économique et juridique rencontrée par les opérateurs économiques, comme l'ont dénoncé les OSC et les opérateurs économiques privés.

Pour TV PLUS, ce dialogue politique est en quelques sortes un examen pour le gouvernement malgache, durant lequel l'UE interroge les dirigeants étatiques sur l'avancée de Madagascar par rapport aux efforts exigés par l'UE. En somme, de nombreux efforts sont encore à entreprendre pour le développement du pays selon les remarques de l'UE. La chroniqueuse de la FREE FM a accusé Hery Rajaonarimampianina d'être un fin stratège en profitant des différentes inaugurations pour amadouer la population et en lançant la construction de nombreuses infrastructures pour procéder à la campagne électorale pour les présidentielles de 2018, voyant que sa cote de popularité a baissé. VIVA a plutôt orienté l'opinion sur le choix du PRM et la délégation qui l'a accompagné de monter à bord d'une compagnie privée pour rallier la capitale à Taolagnaro. Cette décision ne l'a pas étonné car Madagascar Airways appartient à un conseiller du Président. De plus, Voahangy Rajaonarimampianina aurait des actions dans la compagnie selon les rumeurs, dicit la chaîne.

ECONOMIE ET SOCIETE

AFFAIRE DE TRAFICS ILLEGAUX DE BOIS DE ROSE

ALLIANCE VOAHARY GASY : LES DIRIGEANTS ETATIQUES N'ONT PAS LA VOLONTE POLITIQUE DE METTRE FIN AU TRAFIC DE BOIS DE ROSE

Les dirigeants étatiques n'ont aucune volonté politique pour mettre fin au trafic de bois de rose, a affirmé, Ndranto Razakarimanana, président de l'Alliance Voahary Gasy, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la vie sauvage. Les trafiquants de bois de rose échappent aux sanctions et à la justice, et cela témoigne que la justice n'est pas indépendante à Madagascar. L'AVG réclame la mise en place de la chaîne spéciale contre le trafic de bois de rose afin de dénoncer et surtout d'arrêter le trafic de bois précieux qui prévaut dans le pays. Pour elle, l'attente sera longue, car les promesses faites par le chef de l'Etat pour éradiquer ce fléau tardent à se concrétiser. « Madagascar est actuellement menacé d'être sanctionné par la CITES, vu qu'il n'y a jusqu'à présent aucun résultat concret concernant l'exploitation de ce bois précieux », explique Ndranto Razakarimanana. Il reconnaît toutefois que toutes les forces

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



vives du pays, à savoir les OSC, ou encore les ministères, doivent se donner la main pour lutter contre ce fléau. Notons que la CITES exige un rapport sur la lutte contre l'exportation illicite des richesses du pays avant le mois de septembre prochain.

LA VERSION DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE CONCERNANT LES BOIS DE ROSE SAISIS A SINGAPOUR

Après la réaction de défense faite par l'ancien ministre de l'environnement, Anthelme Ramparany, les médias ont profité du passage de sénateur Kolo Roger à l'ouverture du salon Asia IO à Tanjombato pour l'interroger sur la polémique sur cette saisie de rondins de bois de rose à Singapour. Selon ses explications, toutes les décisions concernant les rondins saisis à Singapour comme ceux à Zanzibar ont été prises en concertation avec le comité de pilotage en charge de la gestion et de l'assainissement du secteur bois précieux. Il a précisé qu'il n'avait pas encore débuté son mandat lorsque ses rondins ont été expédiés. Une fois aux commandes, lorsque les rondins ont été saisis, il a envoyé une délégation sur place dont la principale mission a été de vérifier si les rondins étaient intacts. Il n'a pas non plus manqué de souligner qu'il a fallu agir car cette saisine pouvait coûter cher à Madagascar, pour ne citer que les frais d'entreposage.

ANTSIVA estime que les membres du gouvernement Kolo Roger tentent de se disculper de l'affaire. Le dossier existant auprès du tribunal singapourien précise que la mission de la délégation malgache n'a pas été celui de vérifier la provenance des rondins mais plutôt d'attester qu'ils sont légaux mais c'est Kolo Roger qui a changé la version des faits. Pour insister sur l'importance de cette affaire, la chaîne a avancé que la valeur de ces bois s'élève à 825 milliards Ar, de l'argent qu'une poignée de personnes comptent détourner, pense-t-elle.

*Un fois encore, les auditeurs de la **RADIO PLUS** ont revendiqué la transparence et la bonne foi des hauts responsables. En outre, ils ont exigé que la communication faite au sujet de l'affaire soit uniforme car les informations disparates délivrées par le gouvernement et la présidence prêtent à confusion. Certains autres sont convaincus que celui qui a exporté les rondins à Singapour est un haut placé. Une auditrice en particulier a exprimé son découragement face à l'ampleur du phénomène et à l'attitude des dirigeants, elle a appelé la population à laisser tomber le sujet car selon elle « il s'agit de la vache à lait du régime ». Quant aux auditeurs de l'émission « Sehatra ho an'ny mpihaino » de la **RADIO ANTSIVA**, ils remettent en cause la sincérité du Président de la République. Beaucoup soupçonnent que Hery Rajoanarimampianina tente par tous les moyens de masquer son implication dans cette affaire. L'opacité entretenue par les tenants du pouvoir ne tend nullement à le disculper au contraire toute déclaration floue faite par Hery Rajoanarimampianina renforcent les doutes à son encontre.*

DEPUTE DE FORT-DAUPHIN : « LES RONDINS DE BOIS DE ROSE D'ANTSOTSO APPARTIENNENT A UNE HAUTE PERSONNALITE »

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



D'après le député élu dans le district de Fort-Dauphin Jerry Hatrefindrazana, le propriétaire de rondins de bois de rose sur la côte d'Antsotso, route nationale n°12A, serait une haute personnalité qui détiendrait une autorisation d'exploitation. « Ce stock de bois de rose à Antsotso n'a pas été comptabilisé par le comité en charge du comptage des rondins de bois de rose, car son propriétaire aurait une déclaration de stock en sa possession », explique le parlementaire. Selon le ministre de l'environnement, le comptage des rondins de bois de rose est terminé à 90%. 2700 rondins de bois de rose seront mis à prix au niveau du marché international, et attendent l'aval de la CITES.

Questionné sur le sujet, le ministère de l'environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts et la primature se sont une nouvelle fois renvoyé la balle, souligne le journaliste de KOLO TV. Le ministère de l'environnement a affirmé que le comptage des bois de rose revient au secrétariat exécutif de la primature. De son côté, la primature affirme que c'est le ministère de l'environnement qui a ordonné qu'on procède au comptage des bois de rose. Il est maintenant prouvé que l'Etat ne daigne pas comptabiliser les rondins de bois de rose stockés à Antsotso, conclut le journaliste.

VACCINATION CONTRE LE POLIOMYELITIS : LES PARENTS SONT RETICENTS A FAIRE VACCINER LEURS ENFANTS

La 7^{ème} campagne de vaccination contre la poliomyélite a débuté officiellement dans le district de Sakaraha le 14 mars pour ne se terminer que le 18 mars. Plus de 4 millions d'enfants sont ciblés par cette campagne. Tous les enfants de moins de 5 ans doivent se faire vacciner avec le ministère de la Santé publique et ses partenaires. A la fin de cette édition, une évaluation internationale sera effectuée pour savoir si le fléau a été éradiqué. Beaucoup de parents ont montré leur réticence notamment suite aux rumeurs. A Sakaraha, des rumeurs ont circulé sur les vaccins qui étaient soi-disant néfastes pour les enfants, causant ainsi une réticence des parents à faire vacciner leurs enfants. La situation est semblable dans la capitale, les écoles n'ouvrent pas leur porte aux agents de vaccination sous prétexte que beaucoup de parents n'ont pas autorisé les écoles à faire vacciner leurs enfants

Suite à la polémique selon laquelle les établissements scolaires d'obédience catholique se seraient opposés à cette campagne de vaccination, les responsables au niveau de la direction nationale des écoles catholiques ont émis une déclaration, pour démentir cette information. Selon les responsables du DINEC, il n'y a aucune raison de refuser de procéder à la vaccination contre la poliomyélite, du fait que ce vaccin est indispensable pour le bien-être et la santé des enfants. De plus, le ministère de l'éducation nationale a déjà ordonné à ce que l'on procède à la vaccination des écoliers au sein des établissements scolaires au niveau de l'enseignement primaire. Mais il appartient aux parents d'autoriser la vaccination ou non de leurs enfants.

TVM et RNM ont consacré une ample couverture au sujet. Fortes de leurs correspondants dans les différentes régions de l'île, les deux stations publiques ont couvert l'ouverture de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





campagne à Ambanja, Andilamena, Antetazambo, Antsirabe, Belo-sur-Tsiribihina et Manjakandriana, Antanifotsy, Ambanja dans leur émission « Ampitamptao ». Le micro a été donné aux médecins inspecteurs qui ont sensibilisé les parents à vacciner leurs enfants. Comme ces dernières campagnes ont suscité la polémique notamment dans la capitale, la TVM a mis en avant l'image d'une campagne entamée avec succès dans son JT dans le but de rassurer la population. Par exemple, dans une école privée sise à Namontana, le reporter a mentionné que 100 enfants y ont été vaccinés le premier jour de campagne. Au micro de la chaîne l'institutrice a également évoqué l'entrain des parents à vacciner leurs progénitures. A cela s'ajoute l'invitation sur son plateau du directeur de la vaccination Marius Rakotomanga. Celui-ci a assuré que la prise du vaccin à répétition n'est nullement nocive et qu'au contraire, cette procédure peut renforcer l'immunité. Il a appelé les parents à ouvrir leurs portes aux agents sanitaires. Pour rassurer davantage les parents, les images et les propos du PM en train de sensibiliser la population de Taolagnaro sur l'utilité du vaccin ont été diffusés. Les reportages des deux chaînes se sont voulus éducatifs. En effet les journalistes ont aussi consacré une grande partie du journal pour expliquer les causes et les conséquences de la maladie sur l'organisme. Ainsi un appel a été lancé à la population encore réticente.

MATV a traité le sujet en toute objectivité en soulignant entre autres que l'objectif de la campagne est de protéger les enfants de 0 à 15 ans contre le poliovirus qui s'infiltré dans les intestins par le biais de la saleté. Rassurant la population, la chaîne a retransmis les explications des médecins qui ont garanti que la prise de ce vaccin est sans risque et qu'elle a d'ailleurs déjà été avalisée par l'Organisation mondiale de la santé.

OUVERTURE DE LA PLACE DE LA DEMOCRATIE AUX MANIFESTATIONS

La CUA a décidé de déloger les forains de la place de la démocratie d'Ambohijatovo après la délibération du conseil municipal le 7 janvier dernier. La place de la démocratie sera donc ouverte à tous ceux qui veulent y organiser diverses manifestations. Toutefois, la préfecture de police d'Antananarivo a affirmé que toute manifestation, notamment d'ordre politique, sur cette place est interdite, car cela pourrait générer des troubles et nuire à l'ordre public. Auparavant, la préfecture a tenté d'annuler la délibération prise par le Conseil municipal en déposant une requête auprès du Tribunal administratif mais celui-ci a donné raison à la CUA car le tribunal estime que la place de la démocratie est un domaine public inclus dans la ville de Tananarive. De ce fait, la gestion de cette place revient de droit à la CUA.

La chroniqueuse de l'émission *Anao ny fitenenana* de la **FREE FM** s'est réjouie de cette victoire de la Commune urbaine d'Antananarivo face à la préfecture. Elle a fait un long discours sur le déroulement de cette affaire car elle y trouve son compte à travers ses multiples casquettes : politicienne, conseillère municipale et chroniqueuse. Quant à **VIVA**, elle s'est désolée de l'état du parc sans les forains. « Les jouets semblent avoir donné des couleurs au parc, aujourd'hui, l'on se retrouve dans un parc désert » commente la chaîne. Et aussi,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





« Ambohitovo est l'un des rares parcs qui avait ravi les enfants ». En abordant le sujet sous cet angle, la chaîne a recueilli les réactions négatives de certains parents qui se plaignent déjà de l'insuffisance de parcs de jeux. **TV PLUS** a voulu attirer l'attention qu'en dépit de la gestion du lieu par la CUA, la préfecture aura toujours le dernier mot. A preuve, la manifestation prévue par la plateforme politique « Rassemblement des patriotes progressistes et amis de Madagascar pour la refondation », le samedi 19 mars, n'est pas autorisée par la préfecture de police. Cette dernière ont expliqué qu'aucune demande d'autorisation de manifestation n'a été reçue jusqu'à ce jour.

PROPOS ILLEGITIMES

Lors des différentes interventions au sujet de l'affaire de bois de rose dans l'émission « Demokrasia mivantana » de la **Radio PLUS**, un auditeur a appelé les autres auditeurs en ces termes : « Allons directement arrêter et juger les ministres. Même leurs gardes n'arriveront pas à contenir la force de la population. » Des propos qui incitent les auditeurs à recourir à la violence et qui exposent les cibles à l'agression. Mais l'attitude du journaliste reste spectateur face à de tels propos.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Honorine RAMISARIVELO : misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

